

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96 515
35 065 RENNES

RENNES, le 01/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EVTV

14 Rue du Clos Baron
35 400 Saint-Malo

Références : UD35 / 2023 - 692
Code AIOT : 00055 - 01525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement EVTIV implanté 14 Rue du Clos Baron 35 400 Saint-Malo. L'inspection a été annoncée le 12/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite réactive a été déclenchée à la suite du signalement par courriel de l'exploitant du 7 septembre 2023 de la détection d'hydrocarbures au niveau d'un piézomètre aval (Pz 2) lors de la réalisation, la veille, de la surveillance semestrielle des eaux souterraines par la société Inovadia.

Ce signalement est accompagné d'un rapport d'incident détaillant les événements intervenus quinze jours plus tôt pouvant expliquer la source de la contamination détectée au niveau de la nappe. Ainsi, dans la nuit du 23 au 24 août, un volume d'eau estimé à une centaine de mètres cubes a été pompé et déversé sur le site. Une partie a ruisselé sur les surfaces imperméabilisées jusqu'à atteindre les 2 fossés de réception des déchets liquides hydrocarbonés collectés et stockés en attente de traitement provoquant leur débordement et leur lessivage. La quantité de déchets liquides hydrocarbures contenus dans les fosses lors du débordement est estimée à environ 7 m³. Ce flux de débordement pollué a ensuite ruisselé sur l'aire de manœuvre du site pour être collecté au niveau des regards et rejoindre le réseau d'eau pluvial du site, le bassin d'orage enterré et le séparateur hydrocarbures en sortie. Ce dernier a fait son office en provoquant l'obturation du réseau et la charge du réseau interne du site.

L'inspection des installations classées s'est donc rendue sur site pour :

- collecter, regrouper les informations et comprendre la chaîne des événements ayant provoqué dans un premier temps le déversement d'une centaine de mètres cubes d'eau sur le site puis dans un second temps la voie de transfert de la pollution hydrocarbonnée vers la nappe et le piézomètre.
- faire le point sur la situation, la mise en sécurité du site et les mesures prises actuellement pour assurer la bonne gestion de la pollution,
- au regard des constats terrains, évoquer les objectifs de la démarche à entreprendre sur les plans environnementaux et éventuellement sanitaires (en cas d'impacts hors-site) :
 - sur le plan environnemental avec la gestion nécessaire des sources de pollution et des milieux présentant des pollutions concentrées,
 - sur le plan sanitaire avec la nécessité en cas de pollutions répandues impactant à l'extérieur du site, de s'assurer de la compatibilité de la pollution identifiée, caractérisée avec les usages, les vulnérabilités des milieux constatés.

La visite d'inspection s'est ainsi déroulée en 2 parties :

- une première partie sur site pour revenir sur les événements et comprendre la chaîne de causalité ayant conduit au déversement et au transfert des hydrocarbures vers la nappe souterraine : source de la pollution, voies de transfert, mesures implémentées...
- une seconde partie en salle par visioconférence avec le bureau d'étude Inovadia spécialisé dans le domaine des sites et sols pollués pour évoquer les hypothèses concernant les voies de transfert vers la nappe et surtout la démarche à engager pour assurer la gestion des risques associés (évaluation des risques liés à la nature des produits incriminés et des voies d'exposition, évaluation des risques sanitaires associés aux usages de la nappe ou aux expositions par inhalation) ainsi que la remédiation de la pollution.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVT V
- 14 Rue du Clos Baron 35400 Saint-Malo
- Code AIOT : 0005501525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EVT V est une entreprise bretonne spécialisée dans la gestion des déchets dont la collecte et le regroupement d'huiles usagées et de déchets d'hydrocarbures ainsi que dans le traitement des eaux hydrocarbonnées. Les activités et installations exploitées par la société EVT V au droit de son établissement à Saint-Malo sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°32514 du 20 décembre 2002 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 17 avril 2007 (ajout rubrique 2799 de la nomenclature des ICPE pour une activité jamais exercée), du 3 février 2010 (démarche RSDE) et du 20 décembre 2022 (rapport de base et réexamen IED). La société EVT V est également agréée pour le ramassage des huiles usagées en Ille et Vilaine (35) par l'arrêté préfectoral du 01 février 2016 et pour le ramassage des huiles usagées en Côtes d'Armor (22) par l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2014.

Les activités réalisées sur l'établissement de Saint-Malo situé 10-18 rue du Clos au baron sont :

- la collecte, le regroupement et le transit d'huiles usagées ;
- la collecte, le regroupement et le traitement d'eaux hydrocarbonnées ;
- le regroupement, le transit et l'égouttage de boues de curage de réseaux de gestion des eaux pluviales ;
- le regroupement, le transit et l'égouttage de boues de curage des réseaux d'assainissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incident du 23 août 2023 : pollution de la nappe en hydrocarbures détectée le 6 septembre 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Pollution Hydrocarbures de la nappe	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 241-1	Sans objet
2	Signalement et rapport accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	APC encadrant la mise en oeuvre de la méthodologie SSP	Code de l'environnement du 13/06/2019, article L. 512-20 + R. 181-45	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La pollution résulte d'un incident ponctuel ayant entraîné une migration, a priori directe, d'hydrocarbures dans la nappe d'eau souterraine.

L'exploitant a mis en œuvre les mesures appropriées à la mise en sécurité du site par la collecte et le traitement des effluents contaminés ayant pu être récupérés sur les installations et dans les réseaux. Les installations ont été nettoyées, les matières contaminées récupérées et acheminées vers les filières de gestion adaptées. Cette récupération se poursuit d'ailleurs à travers le pompage de la phase pure dans la nappe via l'ouvrage piézométrique.

Les mécanismes de transfert nécessitent toutefois d'être encore déterminés à travers notamment la réalisation de diagnostics au niveau des sols pour évaluer les impacts (constitution d'une source sol de pollution concentrée nécessitant d'être excavée ou traitée) et déterminer le mode de migration des hydrocarbures. L'étendue de la pollution de la nappe souterraine doit également être déterminée, soit par l'exploitation des piézomètres existants sur et hors site, soit par la mise en œuvre de nouveaux ouvrages de surveillance disposés de manière appropriée. Le fait de récupérer ce jour du produit pur au niveau du piézomètre ainsi que le gradient hydraulique faible donnent également des indications positives quant à la mobilisation et la faible migration supposée des polluants dans la nappe. À ce titre, le pompage initié à travers le piézomètre pour récupérer la phase pure doit être maintenu.

L'étude menée en 2020 pour établir le rapport de base témoignait d'une sensibilité faible du milieu eaux souterraines du fait de l'absence d'usage en aval hydraulique. L'accident ne comporte à première vue pas d'enjeux sanitaires immédiats mais cet état de fait nécessite d'être confirmé par la réalisation des investigations environnementales appropriées pour déterminer la voie de transfert, l'étendue de la pollution au niveau du sol et de la nappe souterraine.

Les mesures mises en œuvre par l'exploitant pour traiter la pollution et la démarche entreprise avec le bureau d'étude Inovadia pour procéder aux investigations environnementales nécessaires à la qualification de l'état des milieux, à la compréhension des mécanismes de transfert à l'œuvre et à la détermination de l'étendue des surfaces impactées dans une optique de remédiation, réparation des milieux impactés via la mise en œuvre d'un plan de gestion adapté répondent aux enjeux évalués en première approche. La démarche engagée ne nécessite pour l'heure pas d'être encadrée par arrêté préfectoral, les demandes afférentes figurant dans le présent rapport d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Pollution Hydrocarbures de la nappe

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 241-1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La politique nationale de prévention et de gestion des sites et sols pollués vise à prévenir et réduire la pollution des sols et des sous-sols et à assurer la gestion des pollutions existantes. Elle participe d'une gestion équilibrée et durable des sols et sous-sols et tient compte des adaptations nécessaires au changement climatique.</p> <p>Elle est définie et mise en œuvre conformément aux principes suivants :</p> <p>1° La prévention et la remédiation des pollutions et la gestion des risques associés ;</p> <p>2° La spécificité et la proportionnalité, impliquant une appréciation au cas par cas de la situation de chaque site ;</p> <p>3° L'évaluation du risque fondée sur les usages du site, la connaissance des sources, vecteurs et</p>

cibles d'exposition et le respect de valeurs de gestion conformes aux objectifs nationaux de santé publique.

La prévention et la remédiation de la pollution des sols comprennent des mesures destinées à atténuer les effets des processus de dégradation des sols, à mettre en sécurité des sites dont les sols présentent, en surface ou dans le substratum rocheux, des substances dangereuses et à remettre en état et assainir les sols dégradés de manière à leur restituer un niveau de fonctionnalité au moins compatible avec les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, au regard de leur utilisation effective et de leur utilisation future autorisée. Ces mesures tiennent compte de l'impact d'une exploitation humaine des sols sur la libération et la diffusion dans l'environnement de substances dangereuses présentes naturellement dans ces sols.

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater la mise en sécurité du site à la suite de l'incident : l'électrovanne a été remplacée, aucune eau stagnante n'est identifiée dans les installations. Cette dernière a été facilitée par l'activité même de la société qui dispose de l'expertise, des moyens de pompage et de traitement des matières mises en cause. La vitesse de réaction a donc permis a priori de limiter la propagation de la pollution, la quantité de polluants incriminés aux volumes d'hydrocarbures contenus dans les bacs de curage estimés à 7-8 m³ par l'exploitant.

L'analyse de la topographie du terrain interroge quant au circuit d'écoulement de l'eau vers les bacs de curage mais la trace manifeste identifiée sur l'enrobage de l'aire de manœuvre en aval des bacs de curage confirme l'écoulement de la pollution vers le réseau d'eau pluvial du site (le revêtement continue à rendre de la matière au regard de l'état d'imbibition des produits dessiccants répandus par l'exploitant). Les parties imperméabilisées en amont des bacs de curage sont dénuées de toutes traces similaires témoignant de l'origine de la pollution par lessivage des matières hydrocarbonées contenues dans les bacs. Le séparateur hydrocarbure a bien été vidangé.

Au regard des résultats des inspections vidéos réalisées dans l'ensemble des canalisations par l'exploitant (à l'exception du bassin d'orage enterré), l'hypothèse d'une fuite au niveau de ces derniers a été écartée dans un premier temps pour privilégier un transfert à la nappe par infiltration au niveau de l'enrobé de l'aire de manœuvre qui présente des craquelures. Cette hypothèse concernant la voie de transfert a été ensuite remise en cause à travers les échanges avec le bureau d'études.

Il est également à noter que la zone comprend un poste de livraison fuel et gazole des camions de l'entreprise. L'exploitant a indiqué que la cuve enterrée est une cuve double peau munie d'une détection de fuites. Cette détection ne s'est pas déclenchée, écartant pour le moment la possibilité d'une contamination par sa rupture indépendamment des événements intervenus le 23 août.

La visioconférence avec le bureau d'études, au-delà de bénéficier de son expertise sur le possible scénario ayant conduit au transfert direct dans la nappe de la pollution, a permis d'évoquer le contexte environnemental :

- hydrographique : réseau d'eau pluviale canalisée débouchant 400 m en aval dans le ruisseau Le Routhouan, lui-même entièrement canalisé jusqu'à son exutoire dans la Manche 4 km plus loin.
- géologique avec un substrat relativement perméable jusqu'à 15 m de profondeur et l'atteinte de la couche granulite,
- hydrogéologique de la nappe avec un écoulement (gradient hydraulique modéré voire faible) dans un sens sud-ouest vers nord est ainsi qu'une nappe souterraine profonde de 30 à 40 m ne présentant pas d'usage caractérisé en aval.

et établir la vulnérabilité des différents milieux concernés :

- le milieu eaux superficielles est peu vulnérable et sensible.
- le milieu eaux souterraines est peu sensible du fait de l'absence d'usage caractérisé, qui a été confirmé par l'ARS par courriel du 14 septembre : la pollution ne se situe pas dans un périmètre de protection de captage d'eau et par conséquent qu'aucun impact sanitaire direct sur les ressources en eau destinée à la consommation humaine n'est à envisager.

Il ressort de la visite que l'exploitant doit :

- poursuivre le pompage journalier séquencé mis en œuvre au niveau du Pz 2 permettant d'écrémer progressivement la phase pure surnageante. L'exploitant tiendra informer l'inspection de l'arrêt de ce pompage qui doit perdurer tant que de la phase pure est récupérée. Inovadia devait également mettre à disposition sa sonde d'interface permettant d'évaluer la hauteur de produits hydrocarbonés au sein du tube du piézomètre améliorant ainsi la qualité du pompage.
- poursuivre les investigations au niveau notamment de son bassin d'orage enterré pour identifier la voie de transfert de la pollution jusqu'à la nappe souterraine, qui n'est pas encore identifiée.
- mettre en œuvre les investigations complémentaires comprenant des diagnostics des différents milieux impactés (sols, eaux souterraines et gaz du sol) pour :
 - déterminer le chemin pris par les hydrocarbures pour rejoindre la nappe et le piézomètre n°2 : le fait qu'une phase pure flottante et visqueuse soit pompée depuis plusieurs jours laisse à penser qu'un transfert direct vers la nappe est intervenue, possiblement via le piézomètre. Cette hypothèse suggère que la fuite dans le milieu s'est produite à proximité de ce dernier (un examen du bassin d'orage enterré doit ainsi être mené pour déterminer si ce dernier peut être à l'origine de la fuite).
 - dresser un bilan de l'état des milieux suite à la pollution permettant à la fois de déterminer si les conclusions du rapport de base quant à la vulnérabilité environnementale sont à modifier au regard de la pollution intervenue et d'évaluer les mesures de gestion à déployer pour assurer à la fois la dépollution des sources de pollution concentrée et la compatibilité avec les usages sur et hors-site :
 - dimensionner horizontalement et verticalement la contamination au niveau du sol,
 - procéder à des investigations des eaux souterraines, si besoin en complétant le réseau piézométrique existant, notamment en dehors du site, pour évaluer l'étendue de la migration des polluants dans la nappe, et définir le réseau de surveillance qui sera à conserver par la suite,
 - quand bien même les hydrocarbures sont a priori de nature peu volatile, de procéder à des mesures au PID pour évaluer le risque de volatilisation dans les gaz du sol puis d'exposition par inhalation au niveau des bâtiments administratifs situés à proximité mais aussi dans les bâtiments en aval du site en cas de transfert via la nappe.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Signalement et rapport accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69

Thème(s) : Autre, Accident / Incident

Prescription contrôlée :

Code de l'environnement : Art R. 512-69

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'environnement) doit être le plus rapidement possible signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident et pour pallier les effets à moyen ou à long terme.

Constats :

La pollution a été détectée au niveau du piézomètre aval Pz2 lors du contrôle semestriel des eaux souterraines le 6 septembre 2023 par la société Inovadia. L'origine de cette pollution a immédiatement été corrélée avec un incident intervenu sur le site dans la nuit du 23 au 24 août ayant entraîné le débordement de bacs de curage contenant les déchets liquides hydrocarbonés collectés. Cet incident n'avait pas été signalé à l'inspection. L'exploitant avait estimé, au regard des constats : fermeture du séparateur hydrocarbures, montée en charge du réseau et confinement des effluents contaminés sur les parties imperméabilisées du site et des mesures mises en oeuvre que les conséquences étaient limitées et n'étaient pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. La détection d'hydrocarbures, le 6 septembre, dans la nappe souterraine a contredit cette conclusion. L'exploitant a dès lors averti l'inspection des installations classées dans les 24 h faisant suite à ce constat.

Ce signalement du 7 septembre s'accompagnait d'un rapport sur l'incident intervenu le 23 août 2023 présentant :

- les circonstances de l'accident et les causes organisationnelles et techniques à son origine : dysfonctionnements répétés dans la journée du 23 août de la pompe permettant d'alimenter en eau les camions d'hydrocurage de la société liés à un problème d'électrovanne. La pompe se déclenchait et s'arrêtait sans cesse. En raison de l'arrêt pour une période de 3 semaines des activités de traitement menées sur les installations, de l'absence du responsable du centre de traitement du site en congé, la ronde effectuée tous les soirs à la fermeture n'a pas été effectuée et la pompe est restée allumée (position ON) toute la nuit du 23 au 24 août. Cette dernière s'est donc déclenchée pendant la nuit expédiant l'eau pompée dans la cuve souterraine alimentée en direct par le forage sur le site. Une partie de l'eau a suivi la pente naturelle et a coulé jusqu'à un regard muni d'une pompe de relevage qui a expédié l'eau dans la rétention des cuves de la zone de stockage n°1. Une autre partie de l'eau a ruisselé sur l'aire de lavage et de dépotage (malgré la déclivité légère du terrain) pour atteindre le caniveau qui s'écoule dans les cuves du poste de dépotage des eaux hydrocarbonées provoquant leur débordement sur l'aire de manoeuvre et la captation de ce flux pollué dans le réseau d'eau pluvial du site.
- les mesures immédiates mises en oeuvre pour assurer la sécurité le 23 août : coupure de la pompe, pompage des bâches et bacs de curage impactés, de la rétention à l'aide des camions de la société jusqu'au 28 août et la réouverture des installations de traitement du site, curage des canalisations, vidange, nettoyage, curage du séparateur hydrocarbures, contrôle du réseau pluvial dans la rue.
- les mesures mises en oeuvre le 6 septembre 2023 suite à la détection des hydrocarbures au niveau du piézomètre : pompage dans le piézomètre, nouvelle inspection du réseau pluvial de la rue en sortie du site, pompage et curage du réseau interne et du séparateur, inspection vidéo des réseaux et au niveau de l'entrée sortie du bassin d'orage enterré.

Une enquête et des investigations complémentaires (diagnostics de sols, des eaux souterraines, examen du bassin d'orage enterré...) sont nécessaires pour identifier la voie de communication de la pollution vers la nappe et définir les mesures de gestion à déployer pour remédier à la pollution, affiner l'évaluation des risques sanitaires associés aux usages de la nappe selon les résultats des diagnostics. Une fois ces éléments obtenus (délais de 4-5 semaines), l'inspection demande donc à l'exploitant d'actualiser son rapport d'accident et de le transmettre au préfet ainsi qu'à

l'installation des installations classées. Ce rapport devra comprendre :

- la fiche de notification du Barpi (accessible ici : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>)
- l'actualisation de l'analyse des causes, des effets et conséquences sur les personnes et l'environnement liés à l'accident,
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou long terme.

Au regard des premiers éléments communiqués concernant les causes directes l'exploitant devra notamment s'attacher à approfondir son analyse des causes profondes et les enseignements pouvant être tirés de l'évènement, les mesures (organisationnelles, techniques...) pouvant être déployées pour améliorer la sécurité et empêcher la réitération de l'accident.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : APC encadrant la mise en oeuvre de la méthodologie SSP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/06/2019, article L. 512-20 + R. 181-45

Thème(s) : Risques chroniques, Méthodologie SSP

Prescription contrôlée :

Code de l'environnement : L. 512-20

En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en oeuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.

Code de l'environnement : R. 181-45

Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32.

Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.

Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2.

Le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Le préfet peut solliciter l'avis de la commission ou du conseil mentionnés à l'article R. 181-39 sur les prescriptions complémentaires ou sur le refus qu'il prévoit d'opposer à la demande d'adaptation des prescriptions présentée par le pétitionnaire. Le délai prévu par l'alinéa précédent est alors porté à cinq mois. L'exploitant peut se faire entendre et présenter ses observations dans les conditions prévues par le même article. Ces observations peuvent être présentées, à la demande de l'exploitant, lors de la réunion. Dans ce cas, si le projet n'est pas modifié, les dispositions du deuxième alinéa du présent article ne sont pas applicables.

L'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Constats :

La détection des hydrocarbures dans la nappe souterraine porte atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant est accompagné par le bureau d'étude Inovadia, spécialisé dans le domaine des sites et sols pollués, pour la gestion de la pollution. Ce dernier a présenté les mesures initiées en accord avec la méthodologie des sites sols pollués comprenant notamment la réalisation de diagnostics de sols et au niveau des eaux souterraines pour évaluer l'étendue de la pollution dans les différents milieux (les premiers éléments relatifs au pompage de phase pure au niveau du piézomètre présagent d'une dispersion limitée de la pollution dans les eaux souterraines), l'actualisation de l'étude de la vulnérabilité environnementale et sanitaire au regard de celle menée en 2020 dans le cadre de l'élaboration du rapport de base et ainsi déterminer les mesures de nécessaires à la gestion et à la réparation des risques et effets générés par l'accident : dépollution, surveillance...

Les éléments présentés lors de la visioconférence et les mesures initiées répondent aux enjeux. Il n'apparaît dès lors pas nécessaire d'encadrer immédiatement l'élaboration et la mise en œuvre de la démarche site et sol polluée par arrêté préfectoral. L'exploitant a témoigné de sa bonne prise en compte de l'évènement et des mesures à déployer. Les résultats des diagnostics, la compréhension de l'évènement et les mesures de gestion nécessaires pourront conduire à définir ultérieurement les dispositions réglementaires nécessaires à la remédiation de la pollution. De même, des suites administratives et / ou pénales pourront être proposées selon les éléments communiqués.

Une visite d'inspection est d'ores et déjà programmée pour fin décembre. Elle permettra de faire un point sur l'avancement des actions et diagnostics et sur la compréhension de la voie de transfert à la nappe.

Type de suites proposées : Sans suite